



#AlertaPatio : le squat madrilène sonne l'alerte

Arthur Brault Moreau

9 octobre 2015

Texte inédit pour le site de *Ballast*

*Cela fait plus de deux mois que le Patio Maravillas, squat emblématique du Mouvement okupas madrilène, survit tant bien que mal après avoir été expulsé de son local en août dernier. Ce n'est pas la première fois que ce Centre social occupé autogéré (CSOA) est délogé. À chaque expulsion, une manifestation était organisée le soir même afin d'occuper un nouvel édifice. Le squat aux milles lieux a ainsi gagné la réputation de l'irréductible okupas de la capitale espagnole. Mais, depuis l'arrivée de Manuela Carmena à la tête de l'ayuntamiento (l'hôtel de ville) de Madrid, la donne semble changer. La liste gagnante des municipales, Ahora Madrid, a fait campagne en soutien au Patio Maravillas. Ainsi, deux stratégies politiques a priori contradictoires entrent en tension. D'une part, le Centre autogéré matérialise la stratégie de l'exode — théorisée par Toni Negri et Michael Hardt dans leur ouvrage *Multitudes* — qui consiste à désertier les institutions considérées comme démocratiquement légitimes afin de constituer une sphère publique non-étatique ou, autrement dit, une expérimentation d'une démocratie non-représentative et extra-parlementaire sous forme de comités locaux sans ambition de gouvernement. D'autre part, la liste Ahora Madrid matérialise la stratégie de radicalisation de la démocratie — théorisée par Chantal Mouffe et Ernesto Laclau dans *Hégémonie et stratégie socialiste : vers une politique démocratique radicale* — qui consiste à investir les institutions et utiliser leur légitimité symbolique pour la transformation sociale.* ≡ Par Arthur Moreau



Après avoir connu le 8 rue Acuerdo, puis le 2 rue Pez ainsi que des dizaines d'autres tentatives d'occupations, le Patio se trouvait alors [rue Divino Pastor](#). Cette fois-ci le recours au soutien populaire ne sera pas possible. Le motif ? L'entrée en vigueur d'une nouvelle loi de « *sureté citoyenne* », une loi bâillon. Cette dernière sanctionne les convocations politiques à travers les réseaux sociaux ainsi que la tenue d'une manifestation « *clandestine* ». Le collectif multiplie les réunions pour décider d'une nouvelle action. Entre

temps, le Patio doit faire face à une sorte de guerre froide des institutions dans laquelle se joue une bataille de compétences. Alors que la police nationale, relevant de la compétence du ministère de l'Intérieur aux mains du Parti populaire (PP), a réalisé l'expulsion du Patio Maravillas le 4 août dernier, la mairie de Madrid, aux mains de [AhoraMadrid](#) (liste de confluence impulsée par le parti [Podemos](#)), affiche son soutien au Patio. La maire Manuela Carmena a alors [annoncé](#) la réalisation d'un inventaire des propriétés municipales inutilisées afin de les céder à des associations et des collectifs tels que le Patio. Elle parle même d'expropriation de certains logements privés inutilisés. Entre répression policière et soutien populaire, entre tradition *okupas* et discussions avec les institutions, le Patio Maravillas se trouve aujourd'hui au centre de la vie politique madrilène. Nous avons interrogé Esther Herrero Otero, membre de l'[Oficina Precaria](#) (association de soutien juridique aux victimes de la précarité laborale) et activiste du Patio Maravillas, afin de revenir sur ce qui constitue le projet Patio Maravillas.

« Le projet politique est assez simple, nous pensons que la ville appartient à ceux qui y vivent et y travaillent. »

« Avant toutes choses, le Patio est un centre social autogéré, cela signifie que ce sont les gens qui y vivent, travaillent et participent qui le construisent. Le projet politique est assez simple ; nous pensons que la ville appartient à ceux qui y vivent et y travaillent. C'est à partir de ce projet que le Patio a regroupé différents collectifs, associations et



organisations », résume Esther. Lorsqu'on découvre le Patio pour la première fois, c'est d'abord l'idée d'un *patchwork* politique et social qui nous vient à l'esprit. On y trouve de tout : des activistes, des artistes ou même des familles. On y vient pour prendre un verre, pour apprendre à danser ou encore pour une aide juridique. Le Patio est cet endroit capable d'accueillir tous les jours de la semaine les fêtards qui commencent leurs interminables soirées madrilènes tout en traitant de sujets graves tels que la violence de genre, la précarité, la situation des immigrés. Entre activisme et esprit festif, le Patio Maravillas offre une vision d'une Espagne qui, loin du pessimisme de la crise, vit dans une atmosphère enthousiaste et revendicatrice. Esther définit le Patio avant tout comme un collectif d'associations travaillant en commun. Elle nous raconte l'expérience de ce qu'on appelle ici « l'Ofi ».

« Notre association a commencé avec le 15-M [mouvement d'occupation des places espagnoles, commencé le 15 mai 2011 et appelé par la presse les « Indignés », ndlr]. Nous avons cherché un local et le Patio s'est montré enthousiaste face à notre projet. C'était la première fois qu'il voyait un projet de défense des travailleurs sans que ce soit un syndicat. Depuis qu'ils nous ont cédé un espace, nous faisons tous partis du projet « Patio ». Il ne s'agit pas seulement de donner un espace à des associations mais de construire un projet en commun. À partir de là, nous avons envisagé la précarité comme un problème transversal et non pas seulement d'emploi. La précarité ce n'est pas seulement dépendre d'un emploi pour satisfaire des droits de base (manger, se vêtir et se loger) mais aussi d'autres droits tels que l'accès à internet, à la culture, à la formation. C'est aussi la question du droit de socialiser. Le fait de pouvoir aller prendre un verre qui soit pas cher ou seulement de se poser sans consommer est un droit que nous défendons. À présent, le Patio c'est notre maison, on s'y retrouve, on y fait la fête, on participe à des ateliers ou des repas populaires. On doit également participer aux tâches de nettoyage, de réparation et à la tenue du bar entre chaque collectif. Pour beaucoup d'entre nous, et pas seulement les membres des associations, le Patio s'est transformé en membre de notre famille ; c'est ton espace, tu le défends. »

« Je me sens beaucoup plus en sécurité de savoir que ces gens, avant d'être élus, risquaient leur peau dans les expulsions de squats, dans les manifestations. »

La capitale espagnole compte un nombre assez important de squats pour un mouvement vieux d'une trentaine d'années. Le Patio y fait pourtant figure d'exception. Conseiller municipal à la mairie de Madrid Pablo Carmona parle d'un « *centre social 2.0* ». « On est sur un nouveau type de centre occupé, pas comme les vieux centres sociaux punks de

Berlin ou de Madrid enfermés dans leur propre idéologie. C'est un centre social de type nouveau, transversal et très populaire où tout le monde peut participer. Ils sont à la fois des lieux de loisir, de culture, de débat et de politique. Finalement c'est un centre communautaire qui articule la vie du quartier », nous explique-t-il. Véritable succès social et politique, le Patio devient le fer de lance de la politique de la mairie madrilène en matière de cession d'espaces publics à des collectifs. « Il y a des jardins et des espaces qui sont à présent sans usage et qui peuvent être très utiles pour des initiatives de voisins, des potagers urbains ou des espaces verts. On ne parle plus seulement du Patio mais d'une action générale. Nous voulons créer une dynamique généralisée pour donner un usage à tout ce qui est vide », [commente](#) de son côté le conseiller municipal Jorge García Castaño, chargé de la zone centre. Utiliser des édifices vides afin d'y créer des espaces autogérés localement et répondant aux besoins sociaux, culturels et politiques d'un quartier, c'est le projet du Patio que la mairie madrilène tente d'étendre au reste de la capitale.



CC/Olga Berios

Pour comprendre cette image de modèle politique dont jouit le Patio, il faut se rappeler le rôle qu'il a joué dans la victoire électorale en mai dernier de la liste citoyenne AhoraMadrid. Beaucoup de ces citoyens lambdas élus de la mairie sont issus du Patio. On y retrouve le député à l'Assemblée de la province de Madrid Pablo Padilla, un représentant de l'Oficina Precaria ou encore le conseiller municipal Guillermo Zapata. Le Patio a avant tout été un vivier de spécialistes de questions sociales encore vierges de



toute responsabilité politique. *« Je me sens beaucoup plus en sécurité de savoir que ces gens, avant d'être élus, risquaient leur peau dans les expulsions de squats, dans les manifestations. Qu'ils soient maintenant dans les institutions ça me donne beaucoup de confiance dans ce qu'ils vont faire ensuite »*, commente alors Esther. Pour beaucoup comme le conseiller Pablo Carmona le Patio a été un *« laboratoire »*, pour d'autres un terrain d'entraînement comme le conseiller Guillermo Zapata qui y a fait ses armes. Pour d'autres encore comme Esther il s'agissait d'une *« bibliothèque sociale et politique »*. Et elle ajoute : *« Chacun fait sa vie mais, ici, on te donne un espace dans lequel tu peux développer ce qui t'intéresse : mouvement politique, cantine populaire ou cours de danse. Le Patio ouvre un espace et les citoyens le remplissent selon leur imagination et leurs besoins. »* C'est d'ailleurs dans ce squat que se réunissaient les membres de la liste Ahora Madrid et que se réunissent encore actuellement certains membres du parti Podemos.

Les jeux ont changé. Désormais, le Patio doit travailler avec des institutions constituées dans leur majorité de membres du squat ou tout du moins de sympathisants. Cette question du futur du Patio s'est posée lors d'une tentative d'occupation en mai dernier. Un policier demandait à des membres du patio *« Pourquoi est-ce que vous continuez à occuper des logements si vous avez gagné les élections ? »* Le Patio se situe alors entre sa tradition de Mouvement okupas et la nouvelle voie qui lui vient d'être ouverte : la voie institutionnelle. Pour la porte-parole du squat, l'un n'enlève pas l'autre : *« Si le plan de la mairie marche, on préfère, mais s'il est nécessaire d'occuper un autre espace, on le fera. Jusqu'à maintenant on a toujours été indépendants et on a toujours pu choisir notre chemin »*, affirme Monica dans un [article](#) à El Mundo. Lorsqu'on l'interroge sur le futur du Patio Maravillas, Esther est très optimiste. Selon elle, cette forme d'espace occupé est promise à un long avenir : *« Après le 15-M, ça a été la révolution pour les centres sociaux comme le Patio ; les gens ont envahi les squats. Maintenant, il n'est pas rare de voir des familles avec leurs enfants et leurs grands-parents venir boire un verre. Les centres sociaux se sont normalisés à travers les campagnes de luttes contre les expulsions de logements, à travers les activités sociales et culturelles inexistantes en dehors du centre social comme un cours de danse, du théâtre. Aujourd'hui, on voit cette possibilité de « normalisation », le squat n'est plus un élément marginal mais une politique urbaine. On a encore du boulot ; il reste beaucoup de quartiers dans un sale état, sans bibliothèque, sans parc ni activité culturelle. »*

« Pourquoi est-ce que vous continuez à occuper des logements si vous avez gagné les élections ? »

L'alerte a été sonnée pour défendre le Patio, qui se retrouve sans édifice pour le moment. Mais fort d'un profond soutien populaire, d'un accord social et politique ainsi que d'un appui institutionnel, le Patio est promis à de longues années comme acteur du changement politique en Espagne. Terminons comme se termine une soirée au Patio, par un cri d'espoir et de lutte : « ¡ El Patio vive, la lucha sigue ! »



(DR)

Rencontre avec Pablo Carmona

Cela fait maintenant trois mois que Madrid est dirigée par Manuela Carmena et sa liste citoyenne AhoraMadrid. Dès l'annonce des résultats en mai dernier, la candidate du Parti populaire, Esperanza Aguirre, qualifiait sur Twitter de « soviétique » son programme. Ce à quoi AhoraMadrid répondait sur le même réseau social : « Ce que nous proposons ce sont des espaces de participation citoyenne dans chaque arrondissement, mais, si vous préférez, appelons-les #Soviets. » Derrière ce duel de bons mots, l'ambitieux programme de Manuela Carmena devient peu à peu une réalité pour les habitants de la capitale : arrêt des expulsions de logement, auditoire de la dette, garantie de services publics de base sont autant de mesures déjà prises par la mairie. Nous avons rencontré Pablo Carmona, conseiller municipal de Madrid et critique de la dérive centralisatrice de Podemos, qui rend compte de ce que pourrait être une stratégie révolutionnaire, au XXI^e siècle et à l'échelle locale.



La déclaration de la candidate Esperanza Aguirre, tout en admettant ne pas avoir lu votre programme, qualifie votre projet de « soviétique ». Derrière la face médiatique de cette attaque, quel sens peut-on donner à votre projet « d'espaces de participation citoyenne » ? Que penser alors de cette dénomination de la part de la candidate du Parti populaire ?

Tout le monde rit de cette déclaration, mais ça n'a rien d'absurde. Sur la question des Soviets, elle touche juste. Le problème de Lénine avec les Soviets, c'est qu'ils sont à la fois la force de la révolution et le contre-pouvoir des bolcheviks. C'est dans ce dilemme qu'il gouverne. Le problème actuel dans notre projet, c'est d'inverser la vision de Lénine et de Gramsci, c'est-à-dire que l'institution ou le pouvoir politique ont pour tâche de donner le pouvoir aux Soviets et non l'inverse. Il s'agit d'ouvrir des espaces de participation, d'organisation et de contre-pouvoir qui soient dédiés à ce que l'on appelle le « débordement politique », c'est-à-dire à la discussion politique, à la réflexion critique et à l'au-delà des modèles conventionnels. Cela vient de notre projet, le municipalisme, dans lequel les espaces de participation citoyenne ne doivent pas être l'organe d'un parti mais doivent être autonomes, indépendants. Et Ganemos Madrid [un collectif municipaliste membre de la coalition AhoraMadrid, fondé par Pablo Carmona, ndlr] a l'obligation de créer ce débordement en dehors des institutions, d'encourager cela. Le problème reste celui de l'application d'un tel principe à l'échelle d'une ville comme Madrid. Mais, après tout, c'est la seule manière que nous avons aujourd'hui de faire progresser l'important niveau de participation politique de la société espagnole depuis le 15-M.

Le rapprochement avec les Soviets n'est donc pas totalement dénué de sens, bien que vous parliez pourtant d'inverser la logique de Lénine... Comment définissez-vous votre projet : un bolchevisme du XXI^e siècle ?



« L'institution ou le pouvoir politique ont pour tâche de donner le pouvoir aux soviets et non l'inverse. »

Notre projet est de dissoudre la souveraineté dans l'ensemble du tissu social et ne pas laisser que la politique soit en marge de la société. C'est un vieux thème révolutionnaire. La véritable démocratie unit le parti et les Soviets : toutefois, toute la difficulté est de faire en sorte que ce soit le parti qui se dissout dans les Soviets et non pas que les Soviets se dissolvent dans le parti. Ce dilemme entre mouvement et gouvernement va être constamment sur la table. Ceux qui se pensent « gouvernistes », comme le Parti socialiste des années 1980 en Espagne, disent aux mouvements populaires : « *Nous sommes dans les institutions, disparaissez dans le parti on va tout régler depuis l'État.* » Alors que d'autres, comme les municipalistes, pensent que le parti doit diluer ses fonctions, peu à peu, dans l'ensemble du corps social. C'est cela que nous appelons la « révolution démocratique ». La démocratie se construit depuis la base, entre tous. C'est aussi l'entrée de l'amateurisme : la démocratie perd son halo religieux et professionnel.



(DR)

À la page neuf de votre programme, vous expliquez : « Il est important de rapprocher la politique au territoire en donnant un pouvoir plus important de prise de décision et de gestion aux quartiers et aux arrondissements, en mettant en valeur non seulement les Juntas [« comités », ndlr] d'arrondissements mais aussi d'autres espaces de participation. » On a



souvent entendu parler de « *Juntas de buen gobierno* » (Comités de bon gouvernement) sur le modèle zapatiste d'espace de rencontre, de débat et de contrôle de la ville. À quoi ressemblent vos « *Juntas* » d'arrondissement ?

Nous l'imaginons comme un centre social occupé. Un centre social « 2.0 ». Pas les vieux centres sociaux punks de Berlin ou de Madrid, enfermés dans leur propre idéologie. Un centre social de type nouveau, comme le Patio Maravillas à Madrid. Ce sont des centres sociaux transversaux et très populaires, où tout le monde peut participer. Ils sont à la fois des lieux de loisir, de culture, d'art, de débat et de politique. On peut y trouver des aides juridiques, des aides aux immigrés, des cours d'espagnol ou de danse. Finalement c'est un centre communautaire qui articule la vie du quartier. Notre projet, c'est de rendre à nouveau la ville un espace public de discussion politique, de rencontre qui ne soit pas réduit à la consommation ni non plus au plaisir unidirectionnel mais qui fonctionne selon la participation et l'auto-organisation. C'est à partir de ces lieux que pourront émerger des organisations proches du syndicalisme dans une ville énorme et hétérogène comme Madrid.

Dans la partie « Gouvernement démocratique, efficace et transparent » de votre programme, vous proposez quatre mesures phares pour favoriser la participation citoyenne. Vous parlez d'abord d'outils de participation directe (consultations citoyennes, référendums et initiatives législatives populaires), ensuite du développement d'instruments numériques de participation (participation et débat à travers internet), puis de céder la gestion d'espaces municipaux inusités aux habitants et enfin de créer des espaces de participation citoyenne dans chaque arrondissement. Peut-on alors résumer votre projet à deux niveaux d'action : tout d'abord, ouvrir des espaces de participation citoyenne et, d'autre part, doter le citoyen d'un pouvoir décisionnel accru ?

« Ce dilemme entre mouvement et gouvernement va être constamment sur la table. »

La participation ne peut pas s'entendre seulement comme une participation individuelle, le citoyen et son institution. C'est une pensée d'origine libérale, un libéralisme de gauche qui cache le fait que la politique ne se construit jamais que par des acteurs collectifs. Les acteurs collectifs le sont parce qu'ils sont organisés. Il y a alors un troisième niveau : le paradigme politique n'est plus le citoyen individuel, mais le citoyen organisé. Ensuite, on peut réfléchir à ce qu'on appelle l'organisation : elle peut être politique ou sociale ; ça



peut être un club de sport, un groupe d'amis... C'est le fait d'être ensemble, de travailler ensemble. En bref, lorsque l'on parle d'organisation, il faut penser à un syndicat du XIX^e siècle, c'est-à-dire une forme d'organisation concrète qui soit territorialisée et qui ait des relations, des liens de coopérations avec l'ensemble de la société. Cela peut se faire avec des milliers d'outils numériques. De là l'idée de « 2.0 », car ce type d'outils assument et concrétisent en grande partie les processus instituants, c'est-à-dire la possibilité de comprendre la politique non pas comme quelque chose de fixe mais comme quelque chose à inventer. C'est donc cela que l'on appelle organisation, une idée très proche des syndicats du XIX^e siècle où priment la promesse de communauté, la possibilité de s'organiser politiquement, l'autonomie et l'auto-organisation. Notre mission est alors celle-là. Car ce sont les processus instituants qui changent la société. Notre mission est d'ouvrir les institutions.

REBONDS

- ≡ Lire notre entretien avec Sofia Tzitzikou, pharmacienne dans un dispensaire de santé à Athènes, « [La dignité du peuple vaut mieux qu'une dette illégitime](#) », juillet 2015
- ≡ Lire notre série d'articles sur Podemos, « [Que pense Podemos ?](#) », Alexis Gales, avril 2015